

Découvrez, "O" le nouveau mensuel de "l'Obs"

EXCLUSIF P. 70 L'ancienne comptable des Bettencourt parle



L'OBS



Révélation

Un centre d'écoutes
à 9 km de Paris

**Comment
la Chine
nous
espionne**

P. 34

Photomontage: Nirvana / AFP et SPL / Phanie

M 02228 - 2613 - F: 3,80 €





“La France est une cible particulièrement facile”

Roger Faligot, spécialiste de l'espionnage asiatique, n'est pas étonné par les révélations de “l'Obs” sur l'existence en banlieue parisienne d'un centre d'écoutes satellitaires. Entretien

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT JAUVERT

« L'Obs » révèle que l'annexe de l'ambassade de Chine à Chevilly-Larue héberge depuis peu un centre d'écoutes satellitaires. Cela vous surprend-il ?

Oui et non. Je ne m'attendais pas à ce que Pékin prenne le risque d'un conflit ouvert avec l'Etat français, même si, pour des raisons que j'évoquerai ultérieurement, celui-ci est faible. Mais la multiplication de tels centres un peu partout fait bien partie de la stratégie des Chinois pour devenir une puissance mondiale. En matière d'écoutes, ils veulent rivaliser avec les Etats-Unis. C'est pourquoi ils ont passé des accords dans ce domaine avec les services iraniens et pakistanais. Ils ont aussi ouvert des stations à Cuba, au Vietnam, au Sri Lanka et, cet été, une grande à Hongkong, au sommet de la montagne Tai Mo Shan, pour le Vietnam et Taïwan. Ils ont également établi des bases d'interception en Afrique, au Mali en particulier. Donc, dans cette perspective de déploiement tous azimuts, il est logique qu'ils le fassent aussi en Europe et singulièrement en France.

Vous étudiez les services secrets chinois depuis quarante ans. Pourquoi, à votre avis, sont-ils particulièrement intéressés par la France ?

Pour deux raisons. Obnubilée par son ascension géopolitique, la Chine veut connaître les secrets diplomatiques, militaires et technologiques de la France, qui reste dans ces domaines une puissance majeure. Et Pékin a d'autant plus intérêt à mettre d'importants moyens de renseignement dans notre pays que celui-ci est une cible particulièrement facile.

Pourquoi ?

En France, une partie de l'élite a été favorable à Mao ou nourrit une passion particulière pour la culture et la civilisation chinoises. Ces personnalités estiment que



Roger Faligot est l'auteur des « Services secrets chinois. De Mao à nos jours », qui sera réédité en 2015 (Nouveau Monde poche) et avec Rémi Kauffler, de « Kang Sheng, le maître espion de Mao », Perrin-Temps poche, 2014

Un centre de renseignement électronique à Shanghai

Paris et Pékin doivent se rapprocher bien davantage, notamment pour contrer l'influence des Etats-Unis – et raffer des contrats. Et puis il y a en France une importante diaspora chinoise, la plus grande d'Europe. Tout cela crée un milieu particulièrement perméable aux activités de renseignement de Pékin.

Ne cherche-t-on pas à limiter leur action ?

Les services français chargés de contrer cette infiltration ont, eux, peu de moyens : à peine une vingtaine de personnes à la DGSI et une cinquantaine à la DGSE. Et puis, de peur de perdre ces fameux contrats, les autorités politiques rechignent à prendre le problème à bras-le-corps ; pire, elles le minimisent sans cesse. Si bien que, depuis trente ans, il n'y a eu que deux condamnations d'espions travaillant pour la Chine : le diplomate Bernard Boursicot en 1986 (dont la liaison avec un chanteur de l'Opéra de Pékin a inspiré la pièce puis le film « M. Butterfly ») et, en 2007, la « stagiaire » Huang Lili qui travaillait dans l'entreprise Valeo – et encore, celle-ci n'a été condamnée que pour « abus de



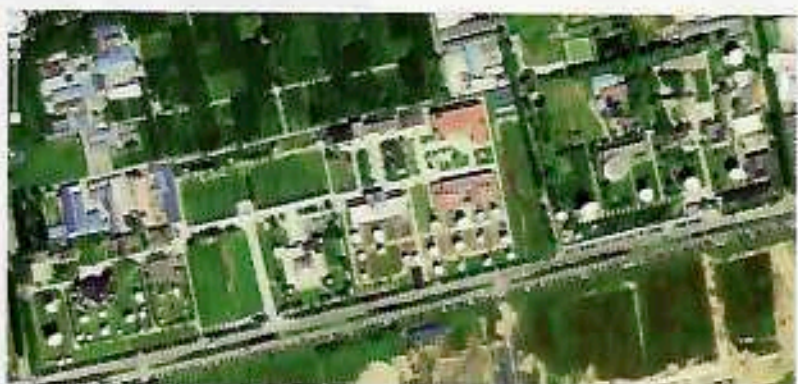
confiance ». Ce n'est pas tout. Depuis 1980, plusieurs dizaines de diplomates-espions soviétiques puis russes ont été priés de quitter le territoire. Pendant la même période, pas un seul officier de renseignement chinois travaillant sous couverture diplomatique n'a été expulsé de France alors qu'il y a eu beaucoup d'affaires dans d'autres pays occidentaux ! Certains commissaires du renseignement ont bien fait des rapports circonstanciés, présenté des demandes, mais celles-ci n'ont jamais été transmises par leur hiérarchie qui connaît les réticences extrêmes – pour ne pas dire la complaisance – du pouvoir, de droite comme de gauche.

Les contre-espions français avouent qu'ils ont du mal à comprendre le fonctionnement des services chinois.

Oui, c'est une machine lourde et complexe. J'ai établi qu'il y avait 90 services différents et des centaines de milliers d'agents ! Les uns dépendent de l'armée, les autres du ministère de la Sécurité ou du Parti. Certains sont liés à Pékin, d'autres aux régions. Quand on reçoit une délégation chinoise dans le cadre d'un jumelage, il est probable qu'elle comporte un officier de renseignement. C'est un fourmillement permanent. Les services n'ont aucun problème pour recruter des collaborateurs extérieurs, universitaires, journalistes ou autres. Pour un Chinois, l'espionnage n'est pas dégoûtant, au contraire, cela relève d'une tradition millénaire. On est fier des services de renseignement : il y a des feuilletons à la télévision, des BD, à leur gloire. Quand ils fixent des objectifs, ils mettent le paquet. Si, par exemple, ils s'intéressent un jour à un aspect particulier de notre industrie aéronautique, on voit apparaître de nulle part une grande quantité de « journalistes » chinois, envoyés par des journaux, dont plusieurs dépendent de services nationaux ou régionaux. Difficile de s'y retrouver aussi quand les espions-diplomates changent sans cesse de couverture. Il y a le cas célèbre d'un deuxième secrétaire à l'ambassade de Paris qui est revenu comme simple chauffeur.

Les services chinois savent aussi s'y prendre avec les visiteurs français...

Et comment ! Aux personnalités – chercheurs, universitaires ou cadres – qui les intéressent, ils offrent, selon les cas, des stages, des postes prestigieux, ou ils facilitent certaines démarches administratives. Ils les habituent à un cadre d'échanges et d'amitié. Puis, un jour, ils demandent un service un peu particulier, de recueillir telle ou telle information. Certains sont dupes, d'autres comprennent, mais le font quand même. D'autant plus facilement qu'ils savent qu'ils ne prennent pas beaucoup de risques puisque aucun Français n'a jamais été arrêté. On sait que des hommes politiques français ont été « achetés » de la sorte. Pour les rémunérer, il suffit de leur faire monter une agence de conseil à Shanghai ou Canton et de les payer sur place, ni vu ni connu, pour leurs prétendus travaux. La DGSI en connaît certains mais on lui demande en haut lieu de refermer les dossiers. □



Vue aérienne de la station 61046 de réception satellite qui se trouve dans la banlieue nord-ouest de Pékin.

L'unité 61046 qui espionne l'Europe

C'est une vallée secrète dans le massif boisé de Heishantou – la « Tête du Mont-Noir » – et dont l'entrée est masquée par une douzaine de barres d'habitation. Derrière ces constructions banales dans le nord-ouest de Pékin, une « cité cachée », siège d'une mystérieuse unité de l'Armée populaire de Libération (APL), l'unité 61046. Sa mission : écouter l'Europe. Les images satellite du site, consultables sur internet (y compris sur Baidu, le Google chinois), révèlent un quadrillage régulier d'environ 70 bâtiments entourés d'espaces verts et de terrains de sport.

A 2 kilomètres de là, dans le village de Xibeiwang, se trouve la station d'écoute de l'unité 61046 et sa cinquantaine d'antennes paraboliques géantes. De l'autre côté de la Tête du Mont-Noir, au pied du versant sud, le Graal des services militaires : le fameux 3^e département de l'état-major général de l'APL, surnommé APL-3. Les exploits d'APL-3 sont davantage connus du grand public depuis la publication en 2013 du rapport Mandiant – entreprise spécialisée dans la protection informatique – suivie en mai 2014 de l'inculpation par la justice américaine de cinq officiers d'APL-3 pour crime d'espionnage industriel. Un revers énorme pour les services chinois.

Mandiant avait été sollicité par le « New York Times » après que plusieurs médias américains, qui avaient publié des articles sur la fortune des dirigeants chinois, eurent été hackés.

Ses limiers avaient identifié les coupables : non pas des hackers indépendants, mais des officiers chinois appartenant au fameux APL-3. Plus précisément, à l'unité 61398, chargée des États-Unis et autres pays anglophones.

Le *modus operandi* ? Il repose sur le bon vieux *phishing*, ou hameçonnage, via des mails vérolés : il suffit de cliquer sur un document intitulé par exemple « Options militaires en Syrie » (adressé aux ministres des Affaires étrangères participant au G20 de 2013) ou sur une fausse brochure de yoga (distribuée à des membres du Cnes à Toulouse), ou encore sur de fausses photos de Carla Bruni nue... Ni vu ni connu, un *malware* concocté par les espions d'APL-3 installe silencieusement une *backdoor*, une « porte de derrière », sur l'ordinateur de l'imprudent, donnant un accès permanent à sa machine – et de fil en aiguille à tout son réseau.

La méthode est extrêmement efficace : elle a permis aux espions de l'unité 61046 d'accéder, entre autres, aux ordinateurs du président de la Commission européenne, à ceux du ministère français des Finances et même de l'Élysée...

URSULA GAUTHIER